

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



---

# RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2015

**CHAPITRE 38**

**MINISTERE  
DE L'HABITAT ET DU  
DEVELOPPEMENT URBAIN**

---

VERSION FRANÇAISE

---

## SOMMAIRE

---

	<b>NOTE EXPLICATIVE</b>	<b>4</b>
<b>1.</b>	<b>CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>5</b>
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	7
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	8
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	9
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015	11
<b>2.</b>	<b>ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES</b>	<b>12</b>
2.1.	<b>PROGRAMME 496: DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT</b>	<b>13</b>
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	14
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	14
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	15
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	16
2.2.	<b>PROGRAMME 497: AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN</b>	<b>19</b>
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	20
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	20
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	21
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	22
2.3.	<b>PROGRAMME 498: DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT URBAIN (PDITU)</b>	<b>25</b>
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	26
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	26
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	26
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	28
2.4.	<b>PROGRAMME 499: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR URBAIN</b>	<b>31</b>
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	32

2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	32
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	32
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	34
<b>3.</b>	<b>BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES</b>	<b>38</b>
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	39
3.2.	LEÇONS APPRISES	40
3.3.	PERSPECTIVES	41

## NOTE EXPLICATIVE

---

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance. Ces programmes sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA), rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. Après leur mise en œuvre, ils font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports annuels de performance (RAP), annexés à la loi de règlement.

Les RAP, prévus par l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007, étaient en 2016, rendus à leur troisième année d'élaboration, correspondant à l'évaluation des PPA de l'exercice 2015. A cet effet, il était question pour les départements ministériels et institutions de présenter l'état de réalisation technique et financière de leurs programmes au cours de cette année de référence, mais plus globalement, d'effectuer le bilan de la première période triennale de mise en œuvre du budget en mode programme (2013-2015).

En terme d'appropriation, il convient de relever pour s'en féliciter, la prise en main effective en 2015, de l'activité d'élaboration des rapports annuels de performance par les administrations concernées. Ces dernières, avec une assistance technique très faible, ont renseigné, conformément au format défini, les trois parties du RAP, avec en toile de fond l'objectif de fiabiliser davantage les éléments constitutifs du bilan technique.

Comme cela avait été le cas lors des deux années précédentes, les rapports annuels de performance 2015 sont déclinés ainsi qu'il suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2015;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2015 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

# 1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté par le gouvernement en 2009 énonce des objectifs clairs de politique économique, sociale et culturelle pour le Cameroun à l'horizon 2020.

Pour l'atteinte de ces objectifs, le document de stratégie de développement du sous- secteur urbain permet d'avoir dans le sous secteur, une meilleure vision et lisibilité des activités à mener pour améliorer la contribution des villes camerounaises au développement du pays, conformément aux orientations du Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le DSCE souligne l'importance des enjeux économiques du développement urbain et du rôle économique des villes, compte tenu de leur poids sur le PIB (le PIB urbain représente actuellement près de 60% du PIB total). En effet, les villes sont des lieux de concentration des activités économiques et les champs de prédilection des secteurs secondaires et tertiaires. Il est donc nécessaire de replacer la ville dans son véritable rôle de moteur du développement économique et social, afin de permettre aux villes de contribuer efficacement à la relance et la consolidation de la croissance économique.

Pour cela, l'objectif clairement énoncé dans le DSCE est «de maîtriser le développement des villes et d'en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de concourir au développement des zones rurales environnantes».

De manière spécifique, les autorités entendent encadrer et maîtriser le développement urbain (limiter le taux d'urbanisation à 57,3% en 2020) ; construire 17 000 logements et aménager 50 000 parcelles) ; réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès aux infrastructures aux services urbains de base ; construire 150 km de voies bitumées ; Renforcer l'industrie, le secteur privé, la gouvernance et les ressources humaines du sous secteur urbain.

L'atteinte de ces objectifs se fera à travers :

- Le développement de l'habitat ;
- l'entretien et la réhabilitation des infrastructures urbaines ;
- le développement des infrastructures urbaines ;
- l'amélioration de l'accès aux services urbains de base ;
- la maîtrise de l'occupation du sol ;
- la protection des groupes sociaux vulnérables ;
- le renforcement des capacités institutionnelles.

Spécifiquement pour l'exercice 2015, les résultats escomptés étaient :

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme 496, l'élaboration de **08** documents de planification urbaine et l'achèvement de **3175 logements** dans le cadre de la production publique et privée des logements.

Pour le Programme 497, la construction de **06 km** de drains, d'une station d'épuration des eaux usées, l'aménagement de **20 000 m<sup>2</sup>** d'espaces verts et la formation de **200 jeunes** aux petits métiers urbains.

Au niveau du programme 498, l'entretien de **100 km** de voirie en terre, l'entretien de **2,612 km** de voirie revêtue, la réhabilitation de **66 km** de voirie revêtue et la construction de **05 km** de voirie revêtue.

Concernant le programme 499, la poursuite/achèvement des travaux de construction de **06 délégations** régionales/départementales du MINHDU. On note également dans ce programme, la formation d'au moins **50 personnels** du MINHDU et l'élaboration d'**01 texte** régissant notre secteur d'activités.

### 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) adopté par le gouvernement en 2009 énonce des objectifs clairs de politique économique, sociale et culturelle pour le Cameroun à l'horizon 2020.

Pour l'atteinte de ces objectifs, le document de stratégie de développement du sous- secteur urbain permet d'avoir dans le sous secteur, une meilleure vision et lisibilité des activités à mener pour améliorer la contribution des villes camerounaises au développement du pays, conformément aux orientations du Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le DSCE souligne l'importance des enjeux économiques du développement urbain et du rôle économique des villes, compte tenu de leur poids sur le PIB (le PIB urbain représente actuellement près de 60% du PIB total). En effet, les villes sont des lieux de concentration des activités économiques et les champs de prédilection des secteurs secondaires et tertiaires. Il est donc nécessaire de replacer la ville dans son véritable rôle de moteur du développement économique et social, afin de permettre aux villes de contribuer efficacement à la relance et la consolidation de la croissance économique.

Pour cela, l'objectif clairement énoncé dans le DSCE est «de maîtriser le développement des villes et d'en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel, mais également de promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain et de concourir au développement des zones rurales environnantes».

De manière spécifique, les autorités entendent encadrer et maîtriser le développement urbain (limiter le taux d'urbanisation à 57,3% en 2020) ; construire 17 000 logements et aménager 50 000 parcelles) ; réduire de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès aux infrastructures aux services urbains de base ; construire 150 km de voies bitumées ; Renforcer

l'industrie, le secteur privé, la gouvernance et les ressources humaines du sous secteur urbain.

L'atteinte de ces objectifs se fera à travers :

- Le développement de l'habitat ;
- l'entretien et la réhabilitation des infrastructures urbaines ;
- le développement des infrastructures urbaines ;
- l'amélioration de l'accès aux services urbains de base ;
- la maîtrise de l'occupation du sol ;
- la protection des groupes sociaux vulnérables ;
- le renforcement des capacités institutionnelles.

Spécifiquement pour l'exercice 2015, les résultats escomptés étaient :

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme 496, l'élaboration de **08** documents de planification urbaine et l'achèvement de **3175 logements** dans le cadre de la production publique et privée des logements.

Pour le Programme 497, la construction de **06 km** de drains, d'une station d'épuration des eaux usées, l'aménagement de **20 000 m<sup>2</sup>** d'espaces verts et la formation de **200 jeunes** aux petits métiers urbains.

Au niveau du programme 498, l'entretien de **100 km** de voirie en terre, l'entretien de **2,612 km** de voirie revêtue, la réhabilitation de **66 km** de voirie revêtue et la construction de **05 km** de voirie revêtue.

Concernant le programme 499, la poursuite/achèvement des travaux de construction de **06 délégations** régionales/départementales du MINH DU. On note également dans ce programme, la formation d'au moins **50 personnels** du MINH DU et l'élaboration d'**01 texte** régissant notre secteur d'activités.

## 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

Au terme du Décret n°2012/384 du 14 septembre 2012, portant organisation et fonctionnement du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, Le Ministre de l'Habitat et du Développement Urbain (MINH DU) est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'habitat et de développement urbain.

A ce titre, il est chargé :

### a) En matière d'habitat:

- de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan d'amélioration de l'habitat, tant en milieu urbain que rural;

- de la mise en œuvre de la politique d'habitat social ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'habitat.

**b) En matière de développement urbain :**

- de l'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des stratégies d'aménagement et de restructuration des villes en relation avec les Administrations concernées ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de développement social intégré des différentes zones urbaines ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies de gestion des infrastructures urbaines en liaison avec le Ministère des Travaux Publics ;
- de l'élaboration et de la mise en œuvre des stratégies d'amélioration de la circulation dans les grands centres urbains avec les Départements ministériels et les Collectivités Territoriales Décentralisées concernés;
- de l'embellissement des centres urbains, en liaison avec les départements ministériels et les collectivités Territoriales Décentralisées intéressés ;
- de la planification et du contrôle du développement des villes ;
- du suivi de l'élaboration des plans directeurs des projets d'urbanisation en liaison avec les Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- du suivi de l'application des normes en matière d'assainissement et de drainage;
- du suivi du respect des normes en matière d'hygiène et de salubrité, d'enlèvement et/ou de traitement des ordures ménagères;

de la liaison avec les Organisations Internationales concernées par le développement des grandes villes en relation avec le Ministère des Relations Extérieures.

Il suit les activités des Ordres correspondants aux professions d'Architecte, d'Urbaniste et de Géomètre.

Il travaille en étroite collaboration avec les Collectivités Territoriales Décentralisées et exerce la tutelle sur la Société Immobilière du Cameroun (SIC), les projets et les organismes concourant à l'aménagement des villes et de l'habitat.

Il est assisté d'un Secrétaire d'État, chargé de l'habitat.

### 1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

Evoquant le bilan de l'exercice 2015, il convient de rappeler que l'enveloppe globale du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain pour l'année de référence, s'est élevée à **103 226 200 000 FCFA** répartie ainsi qu'il suit :

Dépenses de fonctionnement : **22 053 000 000 FCFA**

Dépenses d'investissement : **81 173 200 000 FCFA**

Cette enveloppe budgétaire a permis d'exécuter le programme d'actions du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain dont les axes majeurs se déclinent en la réalisation des

études sectorielles et l'élaboration des documents de planification(i) ; la poursuite de la promotion immobilière tant publique que privée (ii) ; le désengorgement des pénétrantes des villes, la réhabilitation des centres urbains et des grands carrefours (iii) ; et l'assainissement (iv).

Par ailleurs, l'exécution de ce budget à l'intérieur de chaque programme a été marquée par un contexte particulier.

La mise en œuvre du **programme 496**, a été influencée par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires des marchés relatifs à l'élaboration des documents de planification urbaine et ceux relatifs aux études de restructuration urbaines ; cette insuffisance a également été constatée au niveau des performances des PME locales retenues pour la construction des logements sociaux dans le cadre du programme gouvernemental, et ayant entraîné la résiliation de certains marchés. A cet effet, les résultats escomptés pour le compte de l'exercice n'ont pu être atteints. Toutefois, on a noté l'achèvement du projet de construction des logements sociaux dans le cadre de la coopération avec la Chine.

Pour le **programme 497**, L'exécution du programme est adossée sur les projets de coopération ayant des conditions suspensives au déblocage des fonds, notamment la libération des emprises des projets, tributaires aux non objections des bailleurs de Fonds. On note également les difficultés de libération de l'emprise du projet de construction de la station d'épuration des eaux usées, qui plombent l'exécution du projet. En outre, on peut également relever d'une part les difficultés rencontrées par les CTD pour mobiliser les ressources transférées et d'autre part, le manque de collaboration entre les maires et les Délégués du Gouvernement auprès des Communautés Urbaines.

La mise en œuvre de l'action 3 a été marquée par quelques insuffisances notamment ; la faiblesse technique, financière et matérielles de certains adjudicataires de projets et la modicité de ressources allouées au développement social urbain notamment l'amélioration des quartiers sous-structurés. Ces insuffisances ont eu un impact direct sur la performance de notre Action. Pour l'action 4, la non mise à disposition des fonds auprès de ONU-HABITAT, l'attribution tardive des marchés, faible capacité technique des acteurs en matière de gestion des données. Pour l'action 2 : absence des ressources financières.

**Le programme 498**, pour sa part, a été marqué au cours de l'exercice 2015 par la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance et la préparation des CAN 2016 et 2019. Ceci a eu pour incidence de bonifier les résultats obtenus au cours de l'exercice, qui a également connu la poursuite des travaux engagés les années précédentes. Toutefois, ces résultats auraient été meilleurs si la mise en œuvre du programme n'avait pas connu :

- les lenteurs administratives dans les procédures d'indemnisation des populations déguerpies dans la cadre de la libération des emprises de certains projets;
- les lourdeurs des concessionnaires dans les procédures de déplacement des réseaux
- l'Infructuosité de nombreux appels d'offres surtout ceux de la maîtrise d'œuvre des travaux sur financement Fonds Routier.

**Le programme 499** relatif à la gouvernance et à l'appui institutionnel du sous secteur urbain étant un programme support, encadre le suivi de l'exécution des programmes opérationnels. C'est en cette qualité que sa mise en œuvre a été impactée par la mise en application de l'organigramme de 2012 (Augmentation des salariés, bureaux, mobilier...) ; la nomination des responsables au sein des services et au sein de ceux nouvellement créés ; la nécessité de renforcement du cadre institutionnel et juridique (Méconnaissance de l'existence des textes sur l'urbanisme et l'habitat par les populations bien que le vide juridique soit comblé).

En dépit des difficultés relevées ci-haut, au cours de l'année 2015, le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, a poursuivi la mise en œuvre d'importants travaux pluriannuels, notamment la construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen, la voie d'accès à la ville nouvelle d'Olembé, les travaux de la voie d'accès à l'Hôpital Gynéco Obstétrique de Douala, les travaux d'aménagement de la voie d'accès aux logements chinois à Douala, la poursuite et achèvement du tronçon National comprehensive school-middle farm à Limbé. En outre, on a également enregistré des résultats satisfaisants dans la mise en œuvre du PLANUT volet voirie. Ces projets et bien d'autres ont connu de bons résultats grâce à la culture de résultats désormais ancrée dans les habitudes des responsables du MINHDU sous l'impulsion forte de son chef de département.

#### 1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015

## 2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.1. PROGRAMME 496

DEVELOPPEMENT DE L'HABITAT

Responsable du programme

**ASONGWEO EMMANUEL ANYANG**  
*Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière*

### 2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

**Le programme 496** dont l'objectif est de rationaliser l'occupation de l'espace urbain et réduire de façon significative la proportion de l'habitat indécent en milieu urbain, traitera de toutes les préoccupations relatives à la planification urbaine, la restructuration et la rénovation de l'habitat existant, la construction de logements neufs (sociaux, moyen et haut standings) et enfin l'aménagement des zones d'extension urbaine. ;

OBJECTIF	Rationaliser l'occupation de l'espace urbain et réduire de façon significative la proportion de l'habitat indécent en milieu urbain	
Indicateur	Intitulé:	nombre de logements construits
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	1500.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible Année cible:	3245.0 2015
Indicateur	Intitulé:	Proportion de villes planifiées ou bénéficiant d'un projet d'amélioration de l'habitat
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible Année cible:	0.0 2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DÉVELOPPEMENT DE LA PLANIFICATION URBAINE Action 02: RÉALISATION DES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT URBAIN Action 03: CONSTRUCTION DE NOUVEAUX BÂTIMENTS	
DOTATIONS INITIALES	AE 37 184 910 679	CP 32 317 392 679
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ASONGWEO EMMANUEL ANYANG, Directeur de l'Habitat Social et de la Promotion Immobilière	

### 2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du **programme 496**, a été influencée par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires des marchés relatifs à l'élaboration des documents de planification urbaine et ceux relatifs aux études de restructuration urbaines ; cette insuffisance a également été constatée au niveau des performances des PME locales retenues pour la construction des logements sociaux dans le cadre du programme gouvernemental, et ayant entraîné la résiliation de certains marchés. A cet effet, les résultats escomptés pour le compte de l'exercice n'ont pu être atteints. Toutefois, on a noté l'achèvement du projet de construction des logements sociaux dans le cadre de la coopération avec la Chine à Douala et Yaoundé.

## 2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	18,93 % (69 Villes). En effet, 08 documents de planification ont permis d'améliorer l'habitat dans 08 villes.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	2.2%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 30 375 684 382	CP 25 508 166 382
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 6 809 226 297	Ecart CP 6 809 226 297
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 24 234 251 816	CP 25 240 400 000
TAUX DE CONSOMMATION	80 %	98,95 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	L'élaboration des documents de planification dans 08 villes sur financement BIP 2015 a permis d'atteindre la cible fixée.	
PERSPECTIVES 2016	<p>La signature d'une convention avec le FEICOM pour le financement et l'élaboration des documents de planification urbaine ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- -La signature de la convention avec le PNDP pour le financement et l'élaboration des documents de planification urbaine ;</li> <li>- -L'implémentation des résultats de l'étude sur l'analyse des besoins en renforcement des capacités des acteurs en matière d'élaboration et de suivi d'élaboration des documents de planification urbaine, l'évaluation et la catégorisation des BET ;</li> <li>- - la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise sur pied d'un fonds spécial de l'habitat ;</li> <li>- - la réattribution des marchés résiliés aux grandes firmes ;</li> </ul> <p>l'orientation vers les Coopératives d'Habitat en matière de construction des logements sociaux, à travers la mise en place d'un cadre normatif conséquent et l'encouragement des acteurs.</p>	

## 2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 DÉVELOPPEMENT DE LA PLANIFICATION URBAINE									
OBJECTIF	Assurer la maîtrise de l'occupation du sol								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de documents de planification urbaine élaborés/actualisés et approuvés					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  78%		
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	83.0							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	93.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	69							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 222 977 000	1 222 977 000	514 489 343	514 489 343	514 489 343	331 919 164	100 %	65 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Crédits transférés aux CTD qui assument la fonction de Maître d'Ouvrage Délégué. Cette action a été influencée par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires des marchés relatifs à l'élaboration des documents de planification urbaine.								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 05 POS élaborés à Kumba 1, 2 et 3 ; Kaélé et Bafia</li> <li>- 03 PSU élaborés Lagdo, Bélabo et Bafang</li> <li>- 14 Plans d'Occupation de Sol (POS) é en cours d'élaboration ( Ngaoundéré 1 et 2 :60%, Bangangté :30% ; Loum : 50%, Eséka : 80% et Akono : 60% ; Ebolowa 1 et 2 : 20%, Bafang :40% Zoétéle : 30% ; Edéa 1 et 2 : 60% ; Kribi 1 et 2 :50% ;</li> <li>- 02 Plans Sommaires d'Urbanisme (PSU) en cours d'élaboration (Figuil :résilié ; Maga :40% et Ngaoundal :50%).</li> <li>- 02 Plans Directeur d'Urbanisme (PDU) en cours d'élaboration (Ebolowa : 60% et Edéa :60%) ;</li> <li>- 02 Plans de Secteur (PS) en cours d'élaboration (Banékané : 50% et noyau central de Douala 3<sup>ème</sup> : 50%) ;</li> <li>03 cartographies élaborées, (Maga ; Ngaoundal ; Njombé-Penja).</li> </ul>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Certaines difficultés ont freiné la réalisation de cette action au rang desquelles la faible capacité technique et financière des BET de l'élaboration de ces documents, la faible qualification technique des CTD qui assurent la fonction de maitre d'ouvrage et des services déconcentrés du MINH DU quant au suivi de l'élaboration des documents de planification. Aussi, il est à noter un retard tardif dans la passation des marchés.								
Perspectives 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les mesures ont été prises au niveau interne pour y remédier notamment la suspension de l'élaboration des documents de planification pour l'exercice 2016. L'accent sera mis sur la formation des BET, des services techniques des CTD et des cadres des services centraux et déconcentrés du MINH DU en matière d'élaboration des documents de planification dans le cadre du PNFMV ;</li> <li>- Grille d'évaluation des BET en cours d'élaboration ;</li> <li>- poursuite des réunions au niveau central avec les BET, les CTD et les services déconcentrés concernés ;</li> <li>Guide de suivi de l'élaboration des documents de planification en cours d'élaboration.</li> </ul>								

## Action 02 RÉALISATION DES OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT URBAIN

OBJECTIF	Assurer la production des espaces urbanisés descent							
Indicateur	Intitulé:		Superficie d'espaces urbains aménagés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure		ha					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		835.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		900.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1270					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	15 360 225 000	15 360 225 000	14 261 311 400	14 261 311 400	14 261 311 400	14 225 945 834	100 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action a été influencée par la faible capacité financière et technique des Bureaux d'Etudes adjudicataires et/ou soumissionnaires des marchés relatifs aux études de restructuration urbaines.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>- 16 ha aménagés à Ekoko dans le cadre de la sécurisation et aménagement des sites de recasement suite aux travaux de construction de l'autoroute Yaoundé Nsimalen (section rase campagne et Urbaine).</p> <p>03 études de restructuration/rénovation des quartiers sous structurés en cours à Yaoundé, Bamenda et Kribi.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'aménagement d'Ekoko dans le cadre du projet structurant de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen a permis d'enregistrer une bonne performance							
Perspectives 2016	Poursuite des études de restructuration/rénovation des quartiers sous structurés dans les 14 communautés urbaines.							

### Action 03 CONSTRUCTION DE NOUVEAUX BÂTIMENTS

OBJECTIF	Accroître l'offre de logements décents en milieu urbain							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de logements construits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  60	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		1500.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		3245.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1650					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	20 601 708 679	15 734 190 679	15 599 883 639	10 732 365 639	9 914 056 639	9 914 056 638	64 %	92 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par la faible capacité financière et technique des Petites et Moyennes Entreprises (PME) locales retenues pour la construction des logements sociaux dans le cadre du programme gouvernemental, et ayant entraîné la résiliation de certains marchés. A cet effet, les résultats escomptés pour le compte de l'exercice n'ont pu être atteints. Toutefois, on note l'achèvement du projet de construction des logements sociaux dans le cadre de la coopération avec la Chine.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>330</b> logements construits dans le cadre du Programme Gouvernemental dont 80 logements à Yaoundé et 250 à Douala.</li> <li>- <b>1320</b> logements construits dans le cadre de la construction des logements avec la coopération chinoise avec précisément 660 à Yaoundé et 660 à Douala ;</li> <li>- les travaux sont en cours à Yaoundé (86,57%) et à Douala (64,88%) dans le cadre du programme gouvernemental pour les premiers 1675;</li> <li>- démarrage des travaux de construction de 100 logements à Ebolowa dans le cadre du PLANUT.</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La défaillance des PME locales de construction qui ont démontré leur limite tant sur leur capacité financière que technique.							
Perspectives 2016	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Achèvement de la construction de 1 675 logements sociaux de la première phase du Programme Gouvernemental de construction de 10 000 logements sociaux ;</li> <li>- Poursuite de la sécurisation des sites et indemnisation ;</li> <li>- Implication des firmes multi nationales avec des technologies innovantes de construction de masse à moindre coût ;</li> </ul> <p>l'orientation vers les Coopératives d'Habitat en matière de construction des logements sociaux, à travers la mise en place d'un cadre normatif conséquent et l'encouragement des acteurs.</p>							

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.2. PROGRAMME 497

AMELIORATION DE L'ENVIRONNEMENT URBAIN

Responsable du programme

**MANDENGUE GERARD**

*Directeur des Etudes, de la Planification et de la Coopération*

### 2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

**Le programme 497** dont l'objectif est d'assainir et embellir l'espace urbain et assoir une bonne gouvernance urbaine, traitera de la réalisation des infrastructures de proximité (ouvrages d'assainissement, ouvrages de drainage, aires de détente) et la fourniture des services urbains de base (accès à l'eau potable, éclairage public, élimination des déchets solides), protection et sécurisation des zones à risques et limitation des nuisances diverses).

OBJECTIF	Assainir et embellir l'espace urbain	
Indicateur	Intitulé:	Linéaire de drain construit
	Unité de mesure	km
	Valeur de référence:	49.0
	Année de référence:	2014
	Valeur Cible	55.5
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN Action 02: EMBELLISSEMENT ET SÉCURISATION DES CENTRES URBAINS Action 03: PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTÉGRÉ DE TOUS LES GROUPES SOCIAUX EN MILIEU URBAIN	
DOTATIONS INITIALES	AE 28 603 619 000	CP 28 603 619 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MANDENGUE GERARD, Directeur des Etudes, de la Planification et de la Coopération	

### 2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme 497, est adossé sur les projets de coopération ayant des conditions suspensives au déblocage des fonds, notamment la libération des emprises des projets, tributaires aux non objections des bailleurs de Fonds. On note également les difficultés de libération de l'emprise du projet de construction de la station d'épuration des eaux usées, qui plombent l'exécution du projet. En outre, on peut également relever d'une part les difficultés rencontrées par les CTD pour mobiliser les ressources transférées et d'autre part, le manque de collaboration entre les maires et les Délégués du Gouvernement auprès des Communautés Urbaines.

La mise en œuvre de l'action 3 a été marquée par quelques insuffisances notamment ; la faiblesse technique, financière et matérielles de certains adjudicataires de projets et la modicité de ressources allouées au développement social urbain notamment l'amélioration des quartiers sous-structurés. Ces insuffisances ont eu un impact direct sur la performance de notre Action. Pour l'action 4, la non mise à disposition des fonds auprès de ONU-HABITAT, l'attribution tardive des marchés, faible capacité technique des acteurs en matière de gestion des données. Pour l'action 2 : absence des ressources financières.

## 2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

RESULTAT TECHNIQUE OBTENU (au 31 décembre 2014)	06 km de drains réalisés, 2930 m <sup>2</sup> d'espaces verts aménagés, 28 points lumineux installés. 200 jeunes formés 969 ménages bénéficiant des projets sociaux de proximité.	
DOTATION DE CREDITS REVISES (écarts)	<b>AE : 38 324 229 047</b>	<b>CP : 38 324 229 047</b>
CREDITS CONSOMME	<b>AE : 10 543 325 877</b>	<b>CP : 10 543 325 869</b>
TAUX DE CONSOMMATION		<b>27,51%</b>
JUSTIFICATION DU RESULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	la non disponibilité des données urbaines et des études techniques ne permet pas à ce stade de renseigner les indicateurs les plus pertinents notamment celui du programme . une convention avec l'Institut national de la Statistique est en cours de mise en œuvre qui permettra à terme d'avoir des indicateurs fiables.	
PERSPECTIVES 2016	-poursuite de la mise en œuvre de la convention MINH DU/INS sur la collecte des données. -le démarrage du projet de drainage des eaux pluviales de Douala avec l'appui de la coopération française ; et poursuite des travaux du PADY à Yaoundé avec l'appui conjoint BAD-Coopération française.	

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	06 km de drains réalisés, 2930 m <sup>2</sup> d'espaces verts aménagés, 28 points lumineux installés. 200 jeunes formés 969 ménages bénéficiant des projets sociaux de proximité.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 38 324 229 047	CP 38 324 229 047
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -9 720 610 047	Ecart CP -9 720 610 047
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 10 543 325 869	CP 37 569 200 000
TAUX DE CONSOMMATION	28 %	98,03 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	la non disponibilité des données urbaines et des études techniques ne permet pas à ce stade de renseigner les indicateurs les plus pertinents notamment celui du programme . une convention avec l'Institut national de la Statistique est en cours de mise en œuvre qui permettra à terme d'avoir des indicateurs fiables.	
PERSPECTIVES 2016	-poursuite de la mise en œuvre de la convention MINH DU/INS sur la collecte des données. -le démarrage du projet de drainage des eaux pluviales de Douala avec l'appui de la coopération française ; et poursuite des travaux du PADY à Yaoundé avec l'appui conjoint BAD-Coopération française.	

## 2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 AMELIORATION DE L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU URBAIN								
OBJECTIF	Maîtriser la gestion des eaux pluviales, des eaux usées et des déchets solides							
Indicateur	Intitulé:	Taux de la population urbaine ayant accès aux services d'assainissement					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure	%						
	Année de référence:	2014						
	Valeur de référence:	30.0						
	Année cible:	2014						
	Valeur Cible	60.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	60,4 Km						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	24 355 554 000	24 355 554 000	24 355 554 000	24 355 554 000	10 732 365 639	518 731 437	44 %	2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action est adossée sur les projets de coopération ayant des conditions suspensives au déblocage des fonds, notamment la libération des emprises des projets, tributaires aux non objections des bailleurs de Fonds. On note également les difficultés de libération de l'emprise du projet de construction de la station d'épuration des eaux usées, qui plombent l'exécution du projet.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-06 km de rivière recalibrée à Edjenguélé dans la pénétrante de Limbé ; -poursuite des travaux du PADY avec un taux d'avancement de 30% sur un linéaire de 14 km.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La non disponibilité des données urbaines et des études techniques ne permet pas à ce stade de renseigner l'indicateur relatif au taux (ou proportion) de la population urbaine ayant accès aux infrastructures d'assainissement qui est le plus pertinent pour cette action.. S'agissant du projet de construction de la station d'épuration de Bonamoussadi à Douala, les travaux n'ont pas encore démarré à cause de l'absence des études préalables.							
Perspectives 2016	poursuite du projet de drainage des eaux pluviales de Douala avec l'appui de la coopération française ; et du Projet d'assainissement de Yaoundé (phase II) avec l'appui conjoint BAD-Coopération française. Par ailleurs, poursuite de la mise en œuvre de la convention MINH DU/INS sur la collecte des données urbaines.							

## Action 02 EMBELLISSEMENT ET SÉCURISATION DES CENTRES URBAINS

OBJECTIF	Embellir et sécuriser le paysage urbain							
Indicateur	Intitulé:		superficie d'espaces aménagés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  58%	
	Unité de mesure		m <sup>2</sup>					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		38000.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		63000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		25 930 m <sup>2</sup>					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	350 000 000	350 000 000	285 000 000	285 000 000	263 970 436	263 970 436	93 %	93 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les tâches de cette action ont été mises en œuvre à travers le transfert de ressources aux CTD dans le cadre des transferts de compétences en ce qui concerne l'embellissement des centres urbains.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>-28 points d'éclairage installés à Tibati ;</li> <li>-1855 m<sup>2</sup> d'espaces verts aménagés à Douala 5ème ;</li> <li>-1075 m<sup>2</sup> d'espaces verts aménagés à Garoua 1er ;</li> <li>-une fourrière municipale et une gare routière moderne construite à Bazou ;</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les Travaux d'aménagement des carrefours et places urbains dans la commune de Maroua sont en cours d'exécution avec un taux d'avancement de 40 et ont fait l'objet de transfert de compétence aux CTD qui assurent la maîtrise d'ouvrage. Par ailleurs, 29 points lumineux sont en cours d'installation à Mbouda et à Abong-Mbang. A cet égard, les crédits ont été sauvegardés.							
Perspectives 2016	Ces activités sont inscrites dans le BIP du MINHDU et bénéficieront toujours d'une allocation adéquate tout en s'étendant à de nouvelles villes.							

Action 03 PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL INTÉGRÉ DE TOUS LES GROUPES SOCIAUX EN MILIEU URBAIN									
OBJECTIF	Promouvoir le développement social intégré en milieu urbain et favoriser l'accès de tous les groupes sociaux aux services et équipements urbains de base								
Indicateur	Intitulé:	proportion des groupes sociaux défavorisés ayant accès à l'emploi à travers la mise en oeuvre des infrastructures urbaines						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2014							
	Valeur Cible	50.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	1282 jeunes formés							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	3 898 065 000	3 898 065 000	13 683 675 047	13 683 675 047	9 697 366 405	9 697 366 397	71 %	71 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Ces actions ont bénéficié du financement du budget d'investissement public 2015. Toutefois, il ya lieu de relever les insuffisances de certains prestataires en matière de ressources financières et des capacités techniques plombant la réalisation des projets dans le délai imparti.								
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<p>Travaux d'entretien et de réalisation des infrastructures communautaire par approche HIMO :</p> <p>615 ml de caniveaux et fossés construits par approche HIMO ;  300 ml de voie de mobilité revêtue en pavés de béton ;  Un ouvrage de franchissement construit ;  90 ml de drain naturels récalibrés par approche HIMO ;</p> <p>Ø 200 Jeunes en difficultés formés aux petits métiers du secteur urbains à Messamena, Bamenda II et N'Gaoundéré (production et pose des briques de terre comprimée et des pavés) et appui en matériels d'insertion remis aux communes en faveur des jeunes formés ;  969 ménages du quartier sous-structuré ont bénéficié des projets sociaux de proximité.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La performance satisfaisante se justifie par une meilleure capitalisation du PDUE par la Division du Développement Social Urbain en matière de désenclavement des quartiers et d'accès aux services sociaux de base par les ménages. De même, l'appui du BIT est perceptible en matière de formation des jeunes aux petits métiers de la ville par approche HIMO à travers les projets communautaires.								
Perspectives 2016	<p>Au cours de prochaines années, le développement social urbain devra d'avantage se focalisé sur deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La nécessité d'accroître le nombre de jeune en difficulté formé aux petits métiers urbains pour réduire le désœuvrement et les fléaux urbains subséquents ;</li> <li>- La forte implication des populations des quartiers dits sensibles (sous structurés, sous équipés et d'habitat anarchique) dans la définition, l'exécution et le partage des bénéfices des projets d'amélioration de leur bien être.</li> </ul> <p>Ces deux leviers sont indispensables au rétablissement de l'équité territoriale et sociale ainsi qu'à la promotion de l'égalité de chance ; des valeurs qui fondent les villes sûres, résilientes, durables et inclusives.</p>								

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.3. PROGRAMME 498

DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT  
URBAIN (PDITU)

Responsable du programme

NDJIBA BAMI ARMAND ROMUALD  
*Directeur des Opérations Urbaines*

### 2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

**Le programme 498** permettra d'améliorer la mobilité urbaine à travers l'amélioration de la couverture des villes par des réseaux de transport urbain adaptés au transport collectif et semi collectif, la mise en place d'une politique plus incitative de développement des moyens de transport urbain de masse et une meilleure maîtrise de la gestion des réseaux et du trafic en milieu urbain

OBJECTIF	Améliorer la mobilité urbaine	
Indicateur	Intitulé:	linéaire de voirie urbaine en bon état
	Unité de mesure	km
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	1310.0
	Année cible:	2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE Action 02: RÉHABILITATION DE LA VOIRIE URBAINE Action 03: CONSTRUCTION DE LA VOIRIE URBAINE	
DOTATIONS INITIALES	AE 91 437 825 709	CP 68 469 697 321
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NDJIBA BAMI ARMAND ROMUALD, Directeur des Opérations Urbaines	

### 2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 498 intitulé Développement des infrastructures de transport urbain au cours de l'exercice 2015 a été marqué par la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance et la préparation des CAN 2016 et 2019. Ceci a eu pour incidence de bonifier les résultats obtenus au cours de l'exercice, qui a également connu la poursuite des travaux engagés les années précédentes. Toutefois, ces résultats auraient été meilleurs si la mise en œuvre du programme n'avait pas connu :

- les lenteurs administratives dans les procédures d'indemnisation des populations déguerpies dans la cadre de la libération des emprises de certains projets;
- les lourdeurs des concessionnaires dans les procédures de déplacement des réseaux
- l'Infructuosité de nombreux appels d'offres surtout ceux de la maîtrise d'œuvre des travaux sur financement Fonds Routier.

### 2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	La cible réalisée est de 465,225 km précisément 2,612 km de voirie revêtue entretenue ; 98,612 km de voirie revêtue réhabilitée réalisée en 2015 et 10 km de voirie construite. En plus, 54 km de voirie en terre ont été entretenus.	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 91 131 563 147	CP 68 163 434 759
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 306 262 562	Ecart CP 306 262 562
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 67 907 886 349	CP 68 023 200 000
TAUX DE CONSOMMATION	75 %	99,79 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Certains marchés ont été déclarés infructueux. Ce qui a retardé le démarrage des travaux dans le cadre du Fonds routier 2014 dont les résultats sont captés en 2015. Toutefois, il convient de relever que la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance et la préparation des CAN 2016 et 2019 ont permis de bonifier les résultats de l'exercice. Les travaux financés par le Fonds routier 2015 ont également démarrés et les projets achevés sont captés dans ce rapport.	
PERSPECTIVES 2016	Achever les travaux d'entretien et de réhabilitation des voiries revêtues en cours en 2015. Poursuivre les travaux d'entretien des voiries en terre dans les communes dans le cadre de la décentralisation pour couvrir à terme l'ensemble des communes du pays. poursuivre les travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne.	

### 2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE									
OBJECTIF	maintenir les voiries dans un bon état								
Indicateur	Intitulé:	Linéaire de voirie urbaine revetue /entretenu						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure	km							
	Année de référence:	2014							
	Valeur de référence:	14.5							
	Année cible:	2015							
	Valeur Cible	22.5							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	2,612 voirie revetue 54 km pour les voiries en terre							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 050 000 000	1 050 000 000	1 109 634 274	1 109 634 274	859 015 595	859 015 595	77 %	77 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les travaux d'entretien des voiries du pays participent à la décentralisation par transfert de compétences aux communes, et au maintien des conditions de mobilité acceptables pour les citoyens des grandes villes que sont Yaoundé et Douala dans le cadre du PLANUT.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>- Travaux d'entretien des voiries en terre achevés sous financement Fonds Routier 2014 : Tcholliré (1130m), Lolodorf (1030m), Garoua Boulāi (1300m) et sur financement Fonds routier 2015 : Basheo (1362m) ;</p> <p>- dans le cadre de la décentralisation (crédits transférés) les travaux d'entretien de la voirie en terre sont achevés dans quatorze communes (Martap, Mfou 3000m, Afanloum, Minta 800m, Yoko, Angossas, Ndélélé 7200m, Mindif 9000m, Gashiga 1075m, Mayo Oulo 1550m, Tubah 6000m, Kekem, Bipindi, Biwong Bulu et Alou 5000m) dans le cadre du BIP 2015 pour un linéaire global de 50 km.</p> <p>- les travaux en interventions d'urgences d'entretien de voirie revêtue dans la ville de Yaoundé (2612m), de construction d'un dalot de 3,00*2,00m et de réhabilitation d'un pont de 10,00ml à Poli.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les travaux pour l'entretien de la voirie en terre se poursuivent dans 03 communes sous financement BIP 2015 dans le cadre des transferts de compétence aux CTD. Le retard enregistré s'explique par les lourdeurs dans la passation des marchés au niveau des commissions départementales du MINMAP.								
Perspectives 2016	<p>Achèvement des travaux d'entretien des voiries en terre dans le reste des communes.</p> <p>Les travaux d'entretien des voiries en terre dans les communes dans le cadre de la décentralisation se poursuivront pour couvrir à terme l'ensemble des communes du pays. En 2016, il s'agira de 22 communes.</p>								

## Action 02 RÉHABILITATION DE LA VOIRIE URBAINE

OBJECTIF	rétablir les performances des routes urbaines							
Indicateur	Intitulé:		Linéaire de voirie urbaine revetue /rehabilité				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  148%	
	Unité de mesure		km					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		307.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		377.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		412,956KM					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	35 443 206 087	24 511 094 699	36 824 937 286	25 892 825 898	25 888 096 790	25 888 096 790	70 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre du PLANUT a permis de rehausser les résultats, de même que les travaux spéciaux ordonnés par la Très Haute hiérarchie à Nanga Eboko et Badenkop.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 34km de voirie réhabilitées sous financement Fonds routier 2014 et antérieur dans les villes de Yaoundé (3043), Ambam (612m), Yagoua (500m), Mokolo (700), Baham(2340m), Bandjoun (1317m), Bangangté (2206m), Tonga (865m), Bazou (1460m), Penka Michel (1763m), Mbouda, Batié (2500m<sup>2</sup> de carrefour aménagé), Bamougoum (1700m),</li> <li>- 1,6km réhabilités dans le cadre du Fonds routier 2015 (Soa 1114m, Tonga 475m)</li> <li>- 40km de voiries réhabilités dans le cadre du PLANUT à Yaoundé et Douala</li> </ul> <p>23.013 km de voiries réhabilitées dans le cadre des travaux spéciaux à Nanga Eboko (17,122km) et Badenkop (5,891km)</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>L'écart s'explique par l'infructuosité des marchés de réhabilitation des voiries dans les villes secondaires. La faible capacité technique et financière des PME nationales adjudicataires des marchés. Toutefois, les marchés infructueux ont été relancés et tout est mis en œuvre pour améliorer la cadence des travaux.</p> <p>La mise en œuvre du PLANUT a permis de rehausser les résultats, de même que les travaux spéciaux ordonnés par la Très Haute hiérarchie à Nanga Eboko et Badenkop.</p>							
Perspectives 2016	<p>L'achèvement des travaux de réhabilitation des voiries secondaires sous financement fonds routier 2014 et 2015.</p> <p>La réalisation des travaux sous financement Fonds routier 2016</p> <p>La poursuite des travaux financés dans le cadre du PLANUT, le démarrage des travaux de voirie du 2<sup>e</sup> groupe dans le cadre du PLANUT, l'achèvement des travaux de préparation de la CAN 2016, et le démarrage des travaux de préparation de la CAN 2019.</p>							

### Action 03 CONSTRUCTION DE LA VOIRIE URBAINE

OBJECTIF	Etendre le réseau ferroviaire dans les villes							
Indicateur	Intitulé:		Linéaire de voirie urbaine construit				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  200%	
	Unité de mesure		km					
	Année de référence:		2013					
	Valeur de référence:		29.135000228881836					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		41.1349983215332					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		44,135km					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	54 944 619 622	42 908 602 622	53 196 991 587	41 160 974 587	41 120 773 964	41 120 773 964	77 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre du PLANUT et la préparation de la CAN 2016, qui n'étaient pas pris en compte dans le BIP a contribué à améliorer les performances							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>- 2km de voirie à Limbé : exécution des travaux à Middle farm - Comprehensive college</p> <p>- 8km de voirie à Limbé dans le cadre de la préparation de la CAN 2016</p> <p>- Exécution des travaux de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section en rase campagne sur un linéaire de 10,8 km pour un niveau d'avancement global de 40% ;</p> <p>- l'aménagement des voies d'accès aux sites des promoteurs privés des logements sociaux pour un linéaire global de 6,15 km dont 1,4km à Bamenda ; 0,85 km à Mfou et 3,92km Yaoundé avec un taux d'avancement moyen de 45%.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Il convient de relever que la non libéralisation des emprises a ralenti les travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen.							
Perspectives 2016	<p>Poursuite des travaux de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne, achèvement des études de la section urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen, l'achèvement des travaux de la ville nouvelle d'Olembé.</p> <p>Démarrer les travaux de voirie du 2<sup>e</sup> groupe dans le cadre du PLANUT, achever les travaux de préparation de la CAN 2016, et démarrer les travaux de préparation de la CAN 2019</p>							

# 2015

RAPPORT ANNUEL  
DE PERFORMANCE

## 2.4. PROGRAMME 499

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR  
URBAIN

Responsable du programme

YEMPIE JEREMIE  
*Directeur des Affaires Générales*

### 2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

**Le programme 499** dont l'objectif est d'améliorer la coordination des services et assurer les performances des services du MINH DU, contribuera à réunir les conditions idoines d'une mise en œuvre efficace et efficiente des programmes opérationnels à travers des actions qui concourent à la consolidation des acquis du sous-secteur dans les domaines des ressources humaines, matérielles et financières, du renforcement des audits internes et de la coordination des services.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en oeuvre des programmes du MINH DU	
Indicateur	Intitulé:	Nombres de structures et de réalisations effectivement accompagnées au MINH DU
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2018
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE Action 02: RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES Action 03: COORDINATION DES SERVICES Action 04: COORDINATION DES SERVICES	
DOTATIONS INITIALES	AE 12 643 491 000	CP 12 443 491 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	YEMPIE JEREMIE, Directeur des Affaires Générales	

### 2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

**Le programme 499** relatif à la gouvernance et à l'appui institutionnel du sous secteur urbain étant un programme support, encadre le suivi de l'exécution des programmes opérationnels. C'est en cette qualité que sa mise en œuvre a été impactée par la mise en application de l'organigramme de 2012 (Augmentation des salariés, bureaux, mobilier...) ; la nomination des responsables au sein des services et au sein de ceux nouvellement créés ; la nécessité de renforcement du cadre institutionnel et juridique (Méconnaissance de l'existence des textes sur l'urbanisme et l'habitat par les populations bien que le vide juridique soit comblé).

### 2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	Toutes les activités du programme ont été réalisées au terme de l'exercice budgétaire	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 10 038 369 812	CP 9 838 369 812
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 2 605 121 188	Ecart CP 2 605 121 188
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 9 672 376 105	CP 9 703 300 000
TAUX DE CONSOMMATION	98 %	98,63 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Il s'agit pour l'essentiel des marchés de fournitures et d'approvisionnements généraux dont les délais d'exécution sont nettement allégés. En plus ces marchés présentent un taux de risque faible. Ce qui justifie une meilleure consommation des crédits y afférents.	
PERSPECTIVES 2016	Poursuite du processus de l'amélioration du fonctionnement et des performances des services du MINH DU	

#### 2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 AMÉLIORATION DU CADRE INSTITUTIONNEL ET JURIDIQUE								
OBJECTIF	Améliorer le cadre institutionnel et Juridique du sous-secteur urbain							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de projets de textes élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		17.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		20.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		01 texte						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	490 000 000	290 000 000	490 000 000	290 000 000	290 000 000	290 000 000	59 %	100 %

Action 02 RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES, MATÉRIELLES ET FINANCIÈRES									
OBJECTIF	Améliorer la performance des acteurs urbains								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de personnels formé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2014						
	Valeur de référence:		375.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		475.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		475						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 651 264 000	1 651 264 000	1 601 526 591	1 601 526 591	1 450 434 612	1 450 434 612	91 %	91 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action a été menée dans un contexte marqué par une carence de matériel technique spécifique, cadre et condition de travail inadéquat pour quelques personnels et responsables du Ministère.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 50 personnels formés</li> <li>- 08 pick up, 02 Yaris lauch Toyota, 01Toyota fortuneur acquis ;</li> <li>- 08 groupes électrogènes acquis ;</li> <li>- 06 délégations à construire dont 02 régionales et 04 départementales (dotation pluriannuelle) : <ul style="list-style-type: none"> <li>Ø Délégation régionale de l'extrême nord à Maroua : 81%</li> <li>Ø Délégation Régionale de l'Adamaoua à Ngaoundéré : 60%</li> <li>Ø Délégation départementale du Djérem à Tibati : 78%</li> <li>Ø Délégation départementale du Koung-Khi à Bandjoun :61%</li> <li>Ø Délégation départementale du Ndé à Bangangté : 49%</li> <li>Ø Délégation départementale du Nyong et Kéllé à Eséka : 09%</li> </ul> </li> <li>- 08 délégations réhabilitées : <ul style="list-style-type: none"> <li>Ø Départementale du Mbam et Kim à Ntui,</li> <li>Ø Délégation régionale du nyong et Mfoumo à Akonolinga</li> <li>Ø Délégation départementale de la BOUMBA et Goko à Yokadouma</li> <li>Ø Délégation départementale de la Kadéï à Batouri</li> <li>Ø Délégation départementale du Mayo Danai à Yagoua</li> <li>Ø Délégation départementale du Mayo Louti à Guider</li> <li>Ø Délégation départementale de la Menchum à Wum</li> <li>Ø Délégation départementale du Fako à Limbé</li> </ul> </li> </ul> <p>-L'élaboration du code de l'habitat avec un taux d'avancement de 74 %.</p>								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Utilisation rationnelle des ressources budgétaires allouées. Les travaux de construction des délégations régionales et départementales sont en cours.								
Perspectives 2016	le MINH DU poursuivra l'amélioration du cadre de travail des personnels des services centraux et déconcentrés à travers la formation du personnel, l'équipement de certains bureaux en matériels techniques spécifiques et en matériels roulants notamment l'achat des motos, la réhabilitation des délégations départementales et la poursuite de la construction des délégations régionales.								

### Action 03 COORDINATION DES SERVICES

OBJECTIF	Améliorer l'efficacité, le rendement et la cohérence des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'exécution des projets				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE  100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		services 100% fonctionnels					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	10 502 227 000	10 502 227 000	7 946 843 221	7 946 843 221	7 946 843 221	7 931 941 493	99 %	99 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Exercice expérimental d'apprentissage et appropriation des nouvelles techniques budgétaires Mise en œuvre des outils de pilotage du budget avec désignation des responsables de programme d'action et de contrôle de gestion							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagnement financier des comités et groupes de travail</li> <li>- Acquisition des matériels informatiques spécifiques et roulants</li> <li>Entretien et équipement des services du MINH DU</li> </ul>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagnement financier des comités et groupes de travail</li> <li>- Acquisition des matériels informatiques spécifiques et roulants</li> <li>- Entretien et équipement des services du MINH DU</li> <li>- Appui au suivi des projets (carburant, indemnité de missions, primes diverses, etc ...)</li> <li>Paiement des ADP</li> </ul>							
Perspectives 2016	Amélioration des capacités de prise en charge de tous les services du MINH DU							

## Action 04 COORDINATION DES SERVICES

OBJECTIF	suivi de l'évaluation du plan d'action, de la mise en place d'un système d'information pour le suivi des activités, de l'évaluation du fonctionnement et de la performance des services							
Indicateur	Intitulé:		taux d'exécution de projet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

### 3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2015 permet d'une part d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, et d'autre part, d'entrevoir des perspectives à court et moyen terme en considération des leçons apprises.

Aussi, pour améliorer la lisibilité de nos résultats, voire de nos performances, il y a lieu de revisiter le contenu des programmes et actions à l'effet d'affiner les indicateurs qui sont associés dans le cadre de leur renseignement.

### 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Le DSCE a assigné au sous-secteur de l'Habitat et du Développement Urbain l'objectif stratégique énoncé de la manière suivante « maîtriser le développement des villes et en faire des centres de production et de consommation nécessaires à l'essor du secteur industriel ; promouvoir l'émergence des agglomérations périphériques, le développement des villes moyennes ou secondaires capables de structurer les activités économiques dans l'espace urbain ; et concourir au développement des zones rurales environnantes ». Pour cela, quelques cibles sont visées à l'horizon 2020, il s'agit précisément de 150 km de voirie construite ou réhabilitée, et 17000 logements construits.

Pour atteindre cet objectif, la stratégie de Développement Urbain a identifié quatre programmes déclinés successivement en actions, activités et tâches.

L'appréciation de la performance globale du département ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacun des programmes.

#### 1- programme 496

Pour maîtriser l'urbanisation galopante et anarchique, **08** documents de planification ont été élaborés. Une vingtaine est en cours.

En ce qui concerne la réalisation des opérations d'aménagement urbain, **16 ha** ont été aménagés à Ekoko dans le cadre de la sécurisation et aménagement des sites de recasement des populations déguerpies pour la construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen (sections rase campagne et urbaine) pour une performance de 100%.

S'agissant de la construction des logements, **1650** logements sociaux ont été construits dont **330** logements dans le cadre du programme gouvernemental et **1320** logements avec la coopération chinoise, représentant une performance de 51,96 %.

#### 2- programme 497

Les actions menées visent une meilleure canalisation des eaux pluviales, un meilleur traitement des eaux usées et des déchets solides, l'embellissement et la sécurité en milieu urbain, et le renforcement de la gouvernance urbaine. En guise de résultats, **06 km** de drains ont été construits pour une performance de 100%, une station d'épuration est en cours de réalisation ; **2930 m<sup>2</sup>** d'espaces verts aménagés, et **28 points lumineux** installés à Tibati, **200 jeunes** formés aux petits métiers urbains pour une performance de 100%, et environ **969** ménages bénéficiant des projets sociaux de proximité pour une performance de 100%.

### 3- programme 498

L'accent a été mis sur les travaux de réhabilitation, de construction et d'entretien de la voirie urbaine à l'effet de désengorger les pénétrantes de nos grandes métropoles, et de fluidifier la circulation les axes structurants et les grands carrefours. Comme résultats enregistrés, **54,822 km** de voirie en terre entretenue pour une performance de 54 %, **2,612 km** de voirie revêtue entretenue pour une performance de 100%, **98,613 km** de voirie urbaine revêtue réhabilitée pour une performance de 107%, **10 km** de voirie revêtue construite pour une performance de 200 %.

### 4- programme 499

Les tâches réalisées dans ce chapitre ont permis le renforcement du cadre institutionnel ainsi que des ressources humaines et matérielles compatibles avec les missions assignées aux structures chargées de la mise en œuvre des programmes opérationnels. A cet égard, **01 texte** réglementaires a été élaboré en matière d'Urbanisme et d'Habitat pour une performance de 100%, **50 personnels formés**, 06 bâtiments en construction dont 02 délégations départementales et 04 régionales. Aussi, **08 délégations** départementales ont été réhabilitées pour une performance de 100%. **02** berlines , **08** pick up et une Toyota fortuner acquis.

## 3.2. LEÇONS APPRISSES

Des enseignements ont été tirés lors de la mise en œuvre des quatre programmes au cours de l'exercice 2015 et seront implémentés dans le plan de performance 2016 du MINHDU à l'effet d'améliorer les performances du MINHDU. Ces mesures sont affichées par programme.

### 3.2.1-PROGRAMME 496

- la suspension temporaire des nouvelles études d'élaboration des documents de planification urbaine pour permettre l'évaluation des BET et des besoins de renforcements des capacités des acteurs et l'élaboration des grilles d'évaluation des BET et des guides d'élaboration des documents de planification urbaine ;
- la mise en œuvre des conventions avec l'INS à l'effet de renseigner l'indicateur du

programme ;

- la mise en œuvre de la convention avec l'INC pour l'élaboration des cartographies.
- l'accélération des travaux d'habitabilité confiés à une firme chinoise ;
- l'accélération des travaux réalisés avec la coopération chinoise ;
- l'expérimentation de la construction des logements sociaux avec les matériaux locaux ;
- lancement de l'étude sur la mise en place du fonds spécial de l'habitat.

### **3.2.2- PROGRAMME 497**

- Elaboration et transmission des DAO des projets 2016 au mois de novembre 2015 ;
- concertation régulière avec le Service des marchés ;
- intensification des missions de suivi et de supervision des activités réalisées par les services déconcentrés.
- Mise en place d'un partenariat avec l'INS à l'effet de renseigner les indicateurs du Programme

### **PROGRAMME 498**

- Intensification des missions de suivi et de supervision des activités réalisées par les services déconcentrés ;
- Réunions d'information et de sensibilisation avec les acteurs impliqués dans la gestion des projets ;
- Renforcement des services centraux et déconcentrés dans le cadre des conventions avec le LABOGENIE.

## **3.3. PERSPECTIVES 2016**

Dans le but d'améliorer les performances futures du MINH DU, quelques considérations méritent d'être capitalisées. Elles sont également affichées par programme.

### **3.3.1 PROGRAMME 496**

#### **Action 1 : Développement de la planification urbaine**

- La signature d'une convention avec le FEICOM pour le financement et l'élaboration des documents de planification urbaine ;
- La signature de la convention avec le PNDP pour le financement et l'élaboration des documents de planification urbaine ;
- L'implémentation des résultats de l'étude sur l'analyse des besoins en renforcement des capacités des acteurs en matière d'élaboration et de suivi d'élaboration des documents de planification urbaine, l'évaluation et la catégorisation des BET ;

- La conception d'un guide d'élaboration urbaine qui décline les étapes successives d'élaboration du document (les enquêtes à réaliser, les analyses à faire, les cartes à produire et le niveau de précision pour chaque type de document etc..) ;
- La mise en place d'un programme de renforcement des capacités ;
- L'organisation d'un séminaire portant sur l'élaboration et la mise en œuvre des documents de planification urbaine ;
- La vulgarisation des textes régissant l'urbanisme ;
- La relecture de la loi régissant l'Urbanisme et les textes subséquents.

### **Action 2 : Réalisation des opérations d'aménagement**

- La mise en place d'un programme de renforcement des capacités ;
- La définition des modalités de participation active des populations dans les actions d'amélioration de leur cadre de vie ;
- La formation et le recrutement des personnels spécialisés dans les métiers urbains ;
- La capitalisation des acquis du PPAB en mettant en œuvre la convention avec la MAETUR à travers les opérations d'aménagement en cours de démarrage.

### **Action 3 : Construction des nouveaux logements**

- la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise sur pied d'un fonds spécial de l'habitat ;
- la réattribution des marchés résiliés aux grandes firmes ;
- l'orientation vers les Coopératives d'Habitat en matière de construction des logements sociaux, à travers la mise en place d'un cadre normatif conséquent et l'encouragement des acteurs ;
- la vulgarisation du cadre législatif et réglementaire en matière d'habitat ;
- une meilleure approche dans la sécurisation des sites (un bon mécanisme de suivi et une bonne évaluation des besoins) et procédé à l'aménagement après la sécurisation des sites ;
- l'accompagnement des CTD dans la construction des Cités municipales ;
- l'appui à la promotion immobilière privée ;
- l'accompagnement les grands promoteurs internationaux avec qui des MOU ont été signés ;
- l'implémentation des travaux de construction des logements sociaux en matériaux locaux par la MIPROMALO ;
- le suivi des conventions signées avec les Universités et certains opérateurs en rapport avec la réalisation des logements.

#### **3.3.2 PROGRAMME 497**

- L'option est prise de programmer les études préalables à l'année n-2 de l'année d'exécution des projets ;
- Sensibiliser les CTD en faveur d'une prise en compte de l'appui technique des services

déconcentrés du MINH DU ;

- Accélération de la procédure d'attribution des marchés ;
- Constitution d'un sommier d'entreprises performantes ;
- Nouer des partenariats au plan national et international pour la mise en œuvre de cette approche novatrice ;
- Sécuriser les sites avant la programmation des projets,
- Accélérer le déblocage des fonds ;
- Anticiper sur les activités avec l'INS ;
- Sensibiliser les acteurs urbains sur les principes de la bonne gouvernance urbaine ;
- Former les BET notamment sur la formulation des politiques et stratégies ;
- Collecter et diffuser les données urbaines.

### **3.3.3 PROGRAMME 498**

- Organisation d'un atelier de vulgarisation sur la réglementation des interventions en matière de voiries et réseaux divers en milieu urbain ;
- implication des concessionnaires lors des phases des études préliminaires afin de procéder ; au déplacement des réseaux avant le démarrage des travaux proprement dits ;
- libération préalable des emprises avant le démarrage des travaux. ;
- Renforcement des capacités techniques du personnel du MINH DU. ;
- Rigueur dans l'attribution des marchés ;
- organisation des séminaires de formation pour les BET et entreprises.

### **3.3.4 PROGRAMME 499**

- Amélioration des critères de la qualification des entreprises soumissionnaires par spécificité des prestations attendues (DAO) ;
- Plaidoyer en faveur de la notification des ressources d'accompagnement des projets conformément à la loi de finances ;
- Implication effective de toutes les parties prenantes aux activités visant à améliorer le cadre institutionnel et juridique au MINH DU.